

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du droit de l'environnement
n° 2013345-0003

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la mise à jour de la situation
administrative et réglementaire
du site de Gersycoop à Auch au lieu dit « Arçon »**

Le Préfet du Gers

VU le titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R. 513-1 relatif au fonctionnement des installations au bénéfice des droits acquis ;

VU le décret n° 2009-841 du 08 juillet 2009 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment la suppression de la rubrique n° 1155 ;

VU le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment pour la rubrique n° 2160 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU la circulaire du 13 mars 2007 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral en date 07 décembre 1998, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 03 septembre 2010, autorisant la coopérative GERSYCOOP à exploiter à AUCH « arçon », des silos de stockage de céréales pour une capacité maximale de 32 762 m³ ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 08 juillet 2009, se positionnant vis à vis de la modification de la nomenclature des installations classées, notamment la suppression de la rubrique n° 1155 ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 24 octobre 2013, se positionnant vis à vis de la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 2160 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 05 novembre 2013, proposant la mise à jour de la situation administrative de l'établissement ;

CONSIDERANT que la coopérative GERSYCOOP s'est positionnée par courrier en date du 08 juillet 2009 sur la modification de la nomenclature des installations classées, notamment la suppression de la rubrique n° 1155 ;

CONSIDERANT que la coopérative GERSYCOOP s'est positionnée par courrier en date du 24 octobre 2013 sur la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 2160 ;

CONSIDERANT que la modification de la rubrique n° 2160 entraîne une différenciation entre les silos plats et les silos verticaux ;

CONSIDERANT que suite à ces modifications le tableau de classement des activités exploitées sur le site de AUCH « arçon » doit être modifié ;

CONSIDERANT que le présent arrêté complémentaire ne modifie pas les prescriptions annexées aux arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaires, et que par conséquent il n'est pas nécessaire de le soumettre à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis dans le délai de quinze jours qui lui était imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - Descriptif des produits autorisés et des volumes :

La coopérative GERSYCOOP dont le siège social est situé boulevard des Pyrénées, 32 200 MIRANDE, est autorisée à exploiter, sur les parcelles cadastrées n° 467 et 146, section D, une installation de stockage de céréales sur le territoire de la commune de AUCH « arçon ».

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 03 septembre 2010 est abrogé et remplacé par le tableau de classement des installations et activités exercées sur le site suivant :

Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
ACTIVITES SOUMISE A AUTORISATION			
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2 Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	2160-2-a	30 762m ³	A
ACTIVITES NON CLASSEES			
Broyage, concassage, criblage,... nettoyage, tamisage, blutage, mélange,...des substances végétales et tous les produits organiques naturels.	2260	21 kW	NC
Stockage d'engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates...) correspondant aux spécifications de la norme NFU 42-001 (ou à la norme européenne équivalente) ou engrais composés à base de nitrates.	1331-I ou II	499 tonnes dont <250 t vrac	NC
Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I ou II. La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1250 t	1331-III	500 tonnes	NC

A = Autorisation ; NC = Non classé

Les prescriptions édictées par des actes antérieurs restent applicables y compris celles fixées par les arrêtés ministériels.

Article 2 :

Un avis relatif à la présente autorisation est inséré par les soins du préfet du Gers, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Auch pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire et, en permanence, de façon visible dans l'installation par l'exploitant.

Article 3 : Délais et voie de recours

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 : Exécutions

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Maire d'Auch.

Fait à Auch, le 11 DEC 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING